

Techniques d'assurance

Mme OTHMANI Khadija

Octobre – 2017

***Introduction***

***S’engageant dans une volonté d’amélioration significative de l’image de marque du secteur des assurances, nous nous permettons de vous offrir toutes les conditions nécessaires et optimales pour améliorer vos connaissances en matière d’assurance et de tarification automobile.***

*Bonne lecture et excellente participation*

**Généralités**

1. **Historique de l’assurance :**

Le besoin de sécurité est universel chez l’Homme qui depuis son existence, a cherché à se prémunir lui-même, sa famille et ses proches contre les aléas et les dangers. Il a aussi cherché à protéger son logement, ses troupeaux, ses récoltes et ses biens au fur et à mesure que l’évolution lui a permis d’acquérir un patrimoine.

L'apparition de l'assurance est fortement liée à ce besoin de sécurité ressenti chez l'homme,

Historiquement, l’assurance maritime est la première qui a apparue sous sa forme moderne. Ses règles se sont développées dans les ports de la Méditerranée puis de l’Atlantique au XIIIème siècle.

Par la suite, se sont développées d’autres catégories d’assurance, à savoir : l’assurance vie crée en France par Toni en 1583 ; puis les assurances contre l’incendie après le grand incendie du 2 septembre à Londres ; les assurances contre les accidents, le bris de glaces, le grêle, la mortalité du bétail, le vol, la responsabilité civile au cours du XIXème siècle.

En Tunisie l'assurance a vu le jour vers la fin, du 19eme siècle.

En réalité ce sont les autorités du protectorat français qui ont mis en place un cadre juridique relatif à l'activité d'assurance. La publication de décrets beylicaux, avait pour effet de rendre applicable en Tunisie la réglementation française relative à l'assurance. Le plus important est le décret beylical du 16 mai 1931, qui a rendu applicable en Tunisie la loi française du 13 juillet 1930 relative au contrat d'assurance terrestre,

Après l'indépendance, d'importantes dispositions législatives et réglementaires sont mises en place dans le but d'améliorer l'organisation de l'activité d'assurance. Ainsi, on assiste à la promulgation du code de commerce maritime en 1962. Ce code comprend 6 livres, dont le dernier étant consacré à l'assurance maritime, qui a pour objet de couvrir les risques de la mer.

Pour les assurances terrestres, qui ont pour objet de couvrir tous les risques autres que les risques de mer, elles seront essentiellement réglementées par le code des assurances, promulgué par la loi du 9 mars 1992 et entré en vigueur le ler janvier 1993, qui a mis fin à l'application en Tunisie de la loi française de 1930, ainsi qu'à l'application du décret beylical de 1946.

Depuis, des lois ont été incorporées au code des assurances, dont notamment la loi n°2005 - 86 du 15 août 2005 relative à l'assurance de la responsabilité civile résultant de l'usage des véhicules terrestres à moteur

1. **Quelques Définitions de l’assurance :**
2. Citons, une première définition de l’assurance telle qu’on le tire du Guidon de la Mer publié à Rouen en 1556 : « *L’assurance est un contrat par lequel on promet indemnité des choses qui sont transportées par mer, moyennant un prix convenu entre l’assuré qui fait ou fait faire le transport et l’assureur qui prend le péril sur soi et se charge de l’évènement. »*
3. *L’assurance est définie comme étant une réunion de personnes qui, craignant l’arrivée d’un événement dommageable pour elles, se cotisent pour permettre a ceux qui sont frappes par cet événement, de faire face a ses conséquences.*
4. *L’assurance est une communauté de risque organisée dans le sens ou elle peut être définie comme étant une association de gens qui veulent s’entraider lorsque l’un d’eux subit un dommage ayant pour conséquence une perte financière.*
5. *L’assurance est cette opération par laquelle un individu (l’assuré) transfère le risque qu’il encoure à un autre (l’assureur) en vue de se protéger contre les aléas de l’existence, qu’il s’agisse de dommages aux biens (automobile, habitation, …) ou aux personnes (santé, invalidité, décès, …), que ceux-ci aient été causés involontairement à autrui (responsabilité civile) ou à soi même.*
6. *l’assurance est une opération par laquelle une partie, l’assuré se fait promettre, moyennant une rémunération (la prime), pour lui ou pour un tiers, en cas de réalisation d’un risque, une prestation par une autre partie, l’assureur qui, prenant en charge un ensemble de risques, les compense conformément aux lois de la statistique.*
7. *L’assurance peut être définie comme étant une organisation moderne et scientifique de la solidarité qui permet l’indemnisation financière de ceux qui ont été victimes de la malchance grâce aux contributions de ceux qui n’ont pas eu cette même malchance.*
   1. **Rôles de l’assurance :**

L’assurance a plusieurs rôles dans tous les secteurs.

D’un point de vue économique, l’assurance est un service ayant pour rôle essentiel la réponse aux besoins de sécurité des ménages et des entreprises. Elle consolide des emplois, des productions et préserve le tissu économique en permettant à des entreprises de continuer de travailler après un sinistre. L’assureur est, de plus, un moteur essentiel du développement économique pour au moins deux raisons : le placement des cotisations et la garantie des investissements.

D’un point de vue social, l’assurance à pour but l’indemnisation de ceux qui sont victimes de coups de sort grâce aux contributions versées par les assurés.

La fonction sociale est le fait de garantir des revenus à la veuve et aux orphelins après la disparition prématurée du chef de famille, donner les moyens à celui dont la résidence a été détruite par un incendie pour reconstruire ou racheter un autre logement, verser des sommes compensatoires à la perte de revenus professionnels aux incapables de travailler à cause d’un accident, donner les moyens financiers aux malades ou blessés pour se faire soigner.

L’assurance sauve des emplois, des savoirs faire, des lieux de vie et contribue à la stabilité des relations sociales et des emplois en permettant de pérenniser des entreprises victimes d’incendie, faillite d’un client débiteur,… C’est un autre aspect du rôle social de l’assurance : son incidence dans la survie des entreprises.

* 1. **Cadre institutionnel de l’assurance en Tunisie :**

**La Loi N°92-24 du 9 mars 1992 portant promulgation du Code des Assurances tel que complété et modifié par :**

* La Loi N°94-10 du 31 janvier **1994**
* La Loi N°97-24 du 28 avril **1997**
* La Loi N°2001-91 du 07 août **2001,** portant simplification des procédures spécifiques aux autorisations administratives délivrées par les services du Ministère des Finances dans les diverses activités qui en relèvent.
* La Loi N°2002-37 du 1er avril **2002**
* La Loi N°2003-80 du 29 décembre **2003**
* La Loi N°2005-86 du 15 août **2005**
* Arrêté du ministre des finances du 03 octobre **2005**, fixant les documents constitutifs du rapport annuel prévu par l’article 60 du code des assurances

**Assurance Automobile :**

* Loi N°60-21 du 30 novembre 1960 portant institution de l’obligation d’assurance de responsabilité civile pour les propriétaires de véhicules à moteur circulant sur le sol,
* Décret N°61-80 du 30 janvier 1961 portant application de la loi N°60-21 du 30 novembre 1960,
* Décret-loi N°62-23 du 30 août 1962 portant création d’un **fonds de garantie** au profit des victimes d’accidents d’automobiles,
* Décret N°65-25 du 22 janvier 1965, fixant les taux des contributions prévues pour l’alimentation du fonds de garantie au profit des victimes d’accidents d’automobiles.
* Décret N°68-367 du 27 novembre 1968 portant modification de certains articles de la loi N°60-21 du 30 novembre 1960
* Loi N°82-91 du 31 décembre 1982 portant création d’un Fonds Spécial de Sécurité Routière (**F.S.S.R**) notamment par les articles 152 et 153 tel que complété par la Circulaire du Ministère des Finances N°1/83 précisant les modalités d’application de ces articles.
* Articles 44 et 45 de la loi N°96-113 du 30 décembre 1996, portant loi de finances pour la gestion 1997 : relatifs à l’affectation de ressources au profit du fonds de garantie au profit des victimes d’accidents d’automobiles.
* Circulaire du Ministère des Finances N°1/98 du 4 mars 1998, portant sur l’assurance en Tunisie des véhicules immatriculés à l’étranger et des véhicules immatriculés dans la série sous douane.
* Décret N°98-2554 du 28 décembre 1998, réglementant les transports publics de personnes par voiture de taxi, louages et le transport public rural,
* Loi N°99-91 du 02 août 1999, portant modification de la loi N°95-56 du 28 juillet 1997, relative à l’organisation du transport routier de marchandises,
* Loi N°2005-86 du 15 août 2005, portant insertion d’un 5ème titre au code des assurances relatif à l’assurance de la responsabilité civile du fait de l’usage des véhicules terrestres à moteur et au régime d’indemnisation des préjudices résultant des atteintes aux personnes dans les accidents de la circulation
* Arrêté du Ministère de Finances du 22 novembre 2001, fixant le modèle type des conditions générales des contrats d’assurances

**Le contrat d’assurance automobile**

1. **Cadre juridique du contrat d’assurance**

Le contrat automobile est régi par la loi du 30 novembre 1960 portant institution de l’obligation d’assurance de responsabilité civile, pour les propriétaires de véhicules â moteur, circulant sur le sol, le décret d’application n° 61-80 du 30 Janvier 1961, la loi du 9 Mars 1992 portant promulgation du code des assurances ainsi que les conditions générales et les conditions particulières.

1. **Définition**

***Article premier du Code des assurances***

***Le contrat d’assurance est la convention par laquelle une entreprise d’assurance ou assureur s’engage, en cas de réalisation du risque ou au terme fixé au contrat, à fournir à une autre personne appelée « assuré » une prestation pécuniaire en contrepartie d’une rémunération appelée prime ou cotisation.***

1. **les avenants**

***Article 2 du Code des assurances***

***Le contrat d'assurance est rédigé en caractères apparents.***

***Toute modification ou addition au contrat initial doit être constatée par un avenant signé des deux parties.***

***Toutefois, avant la délivrance du contrat ou de l' avenant, l' assureur et l' assuré peuvent s' engager l' un à l'égard de l' autre par la remise d' une note de couverture qui, sauf stipulation contraire, indique que l'engagement est fait sur la base des conditions générales du contrat d'assurance.***

1. **Contenu du contrat d’assurance**

***Article 3 du Code des assurances***

***L'assurance est contractée, avec ou sans mandat, soit pour le compte du souscripteur du contrat, soit pour le compte d'une personne déterminée, soit pour le compte de qui il appartiendra.***

***Le contrat comporte :***

* *la date de souscription ;*
* *les indications relatives aux parties contractantes ;*
* *le risque assuré ou le terme de l ‘engagement ;*
* *la chose ou la personne assurée ;*
* *la prime ou la cotisation d’assurance ;*
* *la valeur assurée ;*
* *la date d’effet du contrat et sa durée.*

1. **Obligations de l’assuré**

Il est indispensable que les déclarations de l’assuré soient sincères et conformes à la réalité. L’acceptation du risque et le calcul de votre cotisation en découlent.

**À la souscription**

L’assuré doit répondre exactement aux questions que l’assureur lui pose que ce soit par lettre, questionnaire, proposition ou tout autre moyen.

**En cours de contrat**

L’assuré est tenu de déclarer à l’assureur dans les 15 jours où l’assuré en a eu connaissance, toute modification rendant caduque ou inexacte une déclaration qui est faite.

**Article 7 du Code des assurances**

***L'assuré est obligé :***

* ***de payer la prime ou la cotisation d’assurance aux époques convenues ;***
* ***de répondre loyalement et avec précision à toutes les questions consignées dans le Formulaire de Déclaration du Risque par lequel l' assureur l' interroge, lors de la conclusion du contrat, sur les circonstances qui sont de nature à lui faire apprécier les risques qu' il prend en charge.***
* ***De déclarer les circonstances nouvelles intervenues en cours de contrat et rendant inexactes les réponses portées au formulaire de déclaration du risque. L'assuré doit par lettre recommandée, déclarer ces circonstances à l'assureur dans un délai de huit jours à partir du moment où il en a eu connaissance.***
* ***De donner avis à l'assureur, dès qu'il en a eu connaissance et au plus tard dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrés, de tout sinistre de nature à entraîner la garantie de l'assureur.***

***Ce délai est ramené***

* + - * ***à deux jours ouvrés en cas de vol et***
      * ***à vingt-quatre heures en cas de mortalité du bétail.***

***Les délais prévus aux paragraphes 3 et 4 du présent article peuvent être prolongés d'un commun accord entre les deux parties contractantes.***

***Lorsqu' elle est prévue par une clause du contrat, la déchéance pour déclaration tardive au regard des délais prévus au paragraphe 4 du présent article ne peut être opposée à l'assuré qui justifie qu'il a été mis, par suite d'un cas fortuit ou de force majeure, dans l'impossibilité de faire sa déclaration dans le délai imparti.***

***Les dispositions mentionnées aux paragraphes 1,3 et 4 du présent article ne sont pas applicables aux contrats d'assurances sur la vie.***

1. **Le formulaire de déclaration du risque (FDR)**

Le formulaire de déclaration du risque (FDR) doit être soigneusement rempli et signé par l’assuré il doit être joint au contrat d’assurance. A cet effet, et conformément **à l’article 7** du code des assurances l’assuré doit répondre loyalement et avec précision à toutes les questions formulées par l’assureur sur les circonstances qui sont de nature à lui faire apprécier le risque qu’il prend en charge.

1. **La notice explicative à l’application de la Règle proportionnelle**

La notice explicative relative à l’application de la règle proportionnelle de capitaux doit être signée et jointe au contrat

1. **les clauses**

Les clauses permettent d’adapter votre contrat à votre situation personnelle.

Pour être acquise, la clause doit être expressément indiquée aux Conditions Particulières par ses numéros et titre.

Toute modification survenant en cours de contrat et affectant les clauses ci-dessous figurant aux Conditions Particulières devra nous être déclarée dans les délais prévus dans le chapitre Les règles du jeu.

1. **La notion d’usage du véhicule assuré**

Mode d’utilisation du véhicule par le conducteur principal, indiqués aux Conditions Particulières.

Selon la déclaration faite à la souscription et rappelée aux Conditions Particulières, l’utilisation du véhicule assuré par le conducteur principal répond à l’un des usages définis ci-après. :

|  |
| --- |
| **USAGES** |
| Location de voiture |
| Auto école Tourisme |
| Transport de touristes |
| Transport de personnel |
| Ambulances / pompiers |
| Corbillards |
| Transport d'équipes sportives et membres d'associations |
| Transport d'écoliers et handicapés |
| Deux roues |
| Quads |
| Tricycles |
| Privé ou affaires |
| Transport Public de marchandises "pour le compte d'autrui" PTC > 3,5 T |
| Taxi individuel |
| Taxi touristique |
| Taxi collectif |
| Louages |
| Transport rural |
| Véhicules agricole PTC ≤ 3,5 tonnes (ex B1) |
| Véhicules agricole PTC > 3,5 tonnes (ex B 2 ) |
| Remorque agricole PTC > 3,5 tonnes (Rem B 2 ) |
| Transport de marchandises pour le propre compte PTC ≤ 3,5 tonnes (e U 1) |
| Transport de marchandises pour le propre compte PTC > 3,5 tonnes (ex U 2) |
| Engins de chantier |
| Engin de voierie |
| Tracteur agricole |
| Moissonneuses batteuse |

1. **Pièces justificatives** 
   1. **Documents à fournir par l’assuré :**

**L’assuré doit présenter :**

**1)** Une Copie de la carte d’identité nationale ou copie du registre de commerce pour les personnes morales

**2)** Une Copie de la carte grise ou son équivalent pour les véhicules non immatriculés dans l’une des séries d’immatriculation en usage en Tunisie.

**3)** Le relevé bonus - malus ou un justificatif valable de classe

**4**) Une Copie de l’attestation de visite technique du véhicule en vigueur

**5)** Unecopie certifiée conforme du quitus fiscal en vigueur pour l’usage agricole

**6)** Unecopie de la quittance justifiant le paiement des taxes de circulation

* + 1. **Document à donner l’assuré**

**1)** l’originale des conditions particulières

**2)** l’attestation rose avec la vignette d’assurance

**3)** l’originale de la quittance de prime

**4)** une copie de la notice explicative relative à l’application de la règle proportionnelle de capitaux

1. **Quelques définitions indispensables**
2. **Les conditions générales**

Se présentent sous la forme d’un guide expliquant chaque garantie en détail, notamment les exclusions et le fonctionnement du contrat et doivent être obligatoirement remises à la souscription du contrat

1. **Assuré :**

* Le souscripteur
* Le propriétaire du véhicule
* Toute personne ayant la garde ou la conduite du véhicule assuré à l’exception des personnes exerçant le métier de réparation, d’entretien, de dépannage ou de commerce des véhicules ( article 110 du Code des Assurances)

1. **Accident de la circulation:**

Tout événement non intentionnel de l’assuré entraînant des dommages corporels ou matériels et provenant de l’action violente, soudaine et imprévisible d’une cause extérieure au véhicule.

1. **Année d’assurance :**

En cours de contrat, c’est la période comprise entre deux échéances principales.

1. **Durée du contrat**

Nombre de jours qui sépare la date d’effet, de l’échéance principale. Le contrat est ensuite reconduit pour un an, d’année en année, si aucune des parties ne résilie.

1. **Échéance principale**

Date anniversaire du contrat et d’exigibilité de la cotisation pour la nouvelle année d’assurance.

1. **Échéance secondaire**

Date d’exigibilité d’une fraction de cotisation en cas d’échelonnement des paiements convenu au contrat.

1. **Véhicule assuré :**

Le véhicule terrestre à moteur ou la remorque indiquée aux conditions particulières ou à l’avenant. Chaque remorque doit être assurée à part, qu’elle soit attelée ou non au véhicule remorqueur. La remorque est assimilée au véhicule au sens des dispositions de l’article 110 du Code des Assurances

1. **Attestation d’assurance :**

La Fédération Tunisienne des Sociétés d'Assurances a conçu une nouvelle attestation d'assurance automobile avec vignette autocollante

Cette nouvelle attestation est délivrée à l'assuré à l'occasion de la souscription ou au moment du renouvellement d'un contrat d’assurance de véhicule terrestre à moteur et lors de l’établissement d’un avenant nécessitant une nouvelle attestation.

La nouvelle attestation se compose de trois parties à découper (après impression) comme suit :

* Une partie supérieure ………………………………: réservée à la société
* Une partie centrale '' **attestation d'assurance''**....: à remettre à l'assuré
* Une partie inferieure '' **vignette d'assurance''**…..: à remettre à l'assuré

La **« vignette d’assurance »** est à accoler en bas à droite du pare-brise du véhicule terrestre à moteur à l'exception des remorques, et de façon visible pour les cyclomoteurs.

1. **Déchéance**

Lorsque vous ne respectez pas les obligations auxquelles vous êtes tenu par ce contrat, vous pouvez perdre tout ou partie du droit à indemnité de sinistre ou même nous rembourser une indemnité réglée à un tiers.

1. **Dommages corporels**

Toute atteinte à l’intégrité physique d’une personne.

1. **Dommages matériels**

Toute détérioration, destruction, disparition d’un bien ou substance ou atteinte physique à un animal.

1. **Franchise :**

La franchise est la partie du coût du dommage que vous gardez à votre charge. Chaque garantie peut comporter une franchise :

• Son montant est indiqué aux conditions particulières de votre contrat ou sur le dernier appel de cotisation; il est révisable.

1. **Gardien**

Toute personne ayant les pouvoirs d’usage, de direction et de contrôle sur le véhicule.

1. **Litige**

Situation conflictuelle ou différend vous conduisant à faire valoir un droit contre un tiers lorsque vous subissez un préjudice, ou à faire défendre vos droits, à l’amiable ou devant une juridiction.

1. **Sinistre**

Survenance d’un événement de nature à entrainer la garantie.

1. **Souscripteur**

Personne physique ou morale qui, en signant le contrat, adhère pour elle-même et pour l’assuré aux Conditions Générales et Particulières de ce contrat, s’engage envers l’assureur notamment en ce qui concerne le paiement des cotisations.

1. **Tiers**

Toute personne n’ayant pas la qualité d’assuré au sens du présent contrat.

1. **Véhicule acheté à crédit**

Il en est fait mention aux Conditions Particulières.

En cas de destruction totale, à la suite d’un événement garanti, du véhicule assuré acheté à crédit, aucun paiement ne pourra être fait sans l’accord de l’organisme de crédit, qui devra être remboursé des sommes lui restant dues, avant que vous puissiez prétendre à être indemnisé par l’assureur.

L’assureur indemnise la valeur du véhicule au jour du sinistre déterminée à dire d’expert ou la valeur conventionnelle, si mention en est faite aux Conditions Particulières.

1. [**agent général d'assurance**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Agent_g%C3%A9n%C3%A9ral_d%27assurance)

est un professionnel indépendant exerçant l'activité d'intermédiaire pour le compte d'une compagnie d'assurance dont il a reçu un mandat.

1. **Le**[**bureau central de tarification**](https://fr.wikipedia.org/wiki/Bureau_central_de_tarification) **ou BCT**

est une autorité administrative indépendante française qui a pour rôle exclusif de fixer le montant de la prime moyennant laquelle l'entreprise d'assurance intéressée est tenue de garantir le risque qui lui a été proposé.

1. **Etude d’une garantie : La responsabilité civile RC**
2. **Objet de la garantie RC**

L’assureur s’engage en vertu de la présente garantie et conformément aux dispositions des articles 110 et 117 du Code des Assurances à couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que peut encourir l’assuré en raison des dommages causés aux personnes et aux biens au cours ou à l’occasion de la circulation du véhicule assuré et résultant :

* Des accidents, incendies ou explosions causés par le véhicule terrestre à moteur, ses remorques, ses accessoires, les équipements servant à son utilisation, les objets ou les substances qu’il transporte.
* De la chute des accessoires, équipements, objets ou substances visés au paragraphe (a) du présent article.

Lors du remorquage du véhicule, la garantie comprend les accidents causés aux tiers par le véhicule qui remorque un véhicule en panne et / ou lors de la tractation du véhicule assuré par un autre véhicule.

1. **Exclusions spécifiques à la garantie responsabilité civile :**

Sont exclus au titre de la présente garantie les dommages suivants :

1. Les dommages subis par le conducteur du véhicule.
2. Les dommages subis par l’auteur du vol du véhicule et ses complices.
3. Les dommages subis pendant leurs services par les salariés et les préposés de l’assuré lorsque leur responsabilité est prouvée.
4. Les dommages subis par les associés de l’assuré lorsqu’ils sont transportés dans le véhicule dans le cadre de leur activité commune entre eux.
5. Les dommages résultant des opérations de chargement et de déchargement du véhicule.
6. Les dommages résultant des incidences directes ou indirectes d’explosion ou de dégagement de chaleur ou d’irradiation provenant de la transmutation de noyaux d’atomes ou de la radio activité ou de l’activité et les effets de radiation provoqués par l’accélération artificielle des particules.
7. Les dommages subis par les marchandises et les objets transportés dans le véhicule terrestre à moteur à l’exception des détériorations causées aux vêtements des passagers si cela résulte d’un accident de la circulation ayant entraîné des dommages corporels.
8. Les dommages subis par les immeubles, objets, véhicules ou animaux appartenant à l’assuré ou tous ceux à qui ils ont été confiés pour la location ou pour leur garde à quelque titre que ce soit et notamment les dommages subis par les marchandises et les objets transportés.
9. Les dommages causés par l’action volontaire de l’assuré et les conséquences de l’acte commis pour le dol conformément aux dispositions de l’article 4 du Codes des Assurances.
10. Les accidents résultant des guerres civiles ou étrangères, des troubles, émeutes ou des catastrophes naturelles.

**Sont également exclus de la garantie responsabilité civile les cas suivants :**

1. Si le conducteur n’a pas encore atteint lors de l’accident l’âge requis pour la conduite du véhicule assuré.
2. Lorsque au moment du sinistre, le conducteur ne possède pas les certificats appropriés en état de validité tels qu’exigés par la réglementation en vigueur pour la conduite du véhicule assuré à l’exception du conducteur qui conduit un véhicule terrestre à moteur affecté pour l’apprentissage lors d’une séance conduite par une personne habilitée en possession des certificats exigés par la réglementation en vigueur.
3. Lorsque le transport des personnes à bord du véhicule assuré n’est pas effectué dans les conditions de sécurité exigées par la réglementation en vigueur et ce, concernant les dommages qu’elles subissent.
4. Pour les voitures de tourisme (y compris les automobiles décapotables) sauf si les passagers sont transportés à l’intérieur du véhicule et que leur nombre ne dépasse pas celui prévu par le constructeur.
5. Pour les voitures utilitaires sauf si les conditions suivantes sont remplies :

* Le véhicule doit être aménagé pour le transport des passagers et y être autorisé par les autorités compétentes.
* Le transport des passagers doit être fait soit à l’intérieur de l’habitacle ou sur la plate-forme entourée de bords de sécurité ou à l’intérieur d’un véhicule à habitacle clos.
* Le nombre des personnes transportées, conducteur compris, ne doit pas dépasser cinq au total ou deux hors de l’habitacle, le nombre des enfants de moins de dix ans d’âge étant décompté par moitié.

1. Le nombre des personnes transportées sur les remorques ne doit pas dépasser le nombre de places prévu par le fabricant.
2. Pour les remorques et semi-remorques à condition qu’elles soient assurées suivant l’article premier ci-dessus et la garantie n’aura lieu que si les deux conditions concomitantes suivants sont remplies :

\*Que lesdits véhicules ont été fabriqués pour le transport des personnes.

\*Que le transport des personnes est effectué à l’intérieur de la remorque ou de la semi-remorque.

1. Pour les motocycles, vélomoteurs et motocyclettes et les motocycles à trois ou quatre roues sauf si le nombre des personnes transportées ne dépasse pas celui prévu par le fabricant et que le transport ne soit pas en infraction aux dispositions de l’arrêté du ministre du transport en date du 25 janvier 2000 relatif aux vélos et aux motocycles.
2. La responsabilité civile des personnes exerçant le métier de réparation, d’entretien ou de commerce des véhicules et la responsabilité de leurs préposés ainsi que la responsabilité de toute personne à qui la conduite ou la garde des véhicules est confiée dans le cadre de leur travail.
   1. **Limites**

Etendue territoriale de la garantie

Les garanties du présent contrat s’appliquent exclusivement aux sinistres se produisant sur le territoire tunisien. Toutefois et sur la demande expresse de l’assuré et après accord de l’assureur, la garantie de la responsabilité civile peut être étendue à tout pays affilié au système de la carte verte ou carte orange moyennant le paiement d’une surprime et la signature d’un avenant à cet effet.

Le montant de la garantie :

La garantie RC est accordée sans limitation de somme pour les dommages corporels, et limitée pour les dommages matériels à un montant qui figure sur vos conditions particulières ou sur votre dernier appel de prime ou avisd’échéance..

* 1. **Tarification de la garantie RC**
* **Source du tarif de la RC**

**Le tarif de la garantie RC est fixé :**

1. Par Le **C.G.A** pour les usages

|  |
| --- |
| Deux roues strictement inférieur à 50 cm3 sans location |
| Deux roues ≥ 50 cm3 et < à 125 cm3 sans location |
| Deux roues ≥ à 125 cm 3 sans location |
| Tricycles avec triporteur sans location tarif U 1 |
| Privé ou affaires |
| Transport Public de marchandises "pour le compte d'autrui" PTC ≤ 3,5 T |
| Transport Public de marchandises "pour le compte d'autrui" PTC > 3,5 T |
| Véhicules agricole PTC ≤ 3,5 tonnes (ex B1) |
| Véhicules agricole PTC > 3,5 tonnes (ex B 2 ) |
| Transport de marchandises pour le propre compte PTC ≤ 3,5 tonnes (ex U1) |
| Transport de marchandises pour le propre compte PTC > 3,5 tonnes (ex U2) |
| Tracteur à roues sans location |
| Tracteur à chenilles sans location |
| Tracteur à roues sans location avec remorque |
| Tracteur à roues location |
| Tracteur à chenilles location |
| Moissonneuses batteuse sans location |
| Moissonneuses batteuse location |
| Assurance frontière |

1. Par une convention conclue entre la Fédération Tunisienne des Sociétés d’Assurances **F.TU.S.A** et la Fédération Nationale des Transporteurs **F.N.T** pour les usages

|  |
| --- |
| taxi individuel |
| taxi touristique |
| taxi collectif |
| louages |
| Transport rural |

1. Par La Fédération Tunisienne des Sociétés d’Assurances **F.TU.S.A** pour les usages :

|  |
| --- |
| Auto école Tourisme |
| Auto école utilitaire |
| Transport de touristes jusqu'à 5 places |
| Transport de touristes plus de 5 places |
| Transport de personnel |
| Ambulances / pompiers |
| Corbillards |
| Transport d'équipes sportives et membres d'associations |
| Transport d'écoliers et handicapés |
| Deux roues strictement inférieur à 50 cm3 location |
| Deux roues ≥ 50 cm3 et < à 125 cm3 location |
| Deux roues ≥ à 125 cm3 location |
| Quads à 3 ou 4 roues < 125 cm3 Usage personnel sans location |
| Quads à 3 ou 4 roues < 125 cm3 avec location |
| Quads à 3 ou 4 roues ≥ 125 cm3 Usage personnel sans location |
| Quads à 3 ou 4 roues ≥ 125 cm3 avec location |
| Tricycles avec triporteur location |
| Engins de chantier PTC ≤ 3,5 tonne ( U 1 -30 %) |
| Engins de chantier PTC > 3,5 tonne ( U 2 - 30%) |
| Engin de voierie PTC ≤ 3,5 tonne |
| Engin de voierie PTC > 3,5 tonne |

* **Les facteurs de la tarifications de la RC**

Les critères de tarification de la garantie responsabilité civile sont :

* + L’usage du véhicule
  + La classe bonus malus sauf pour les motos
  + La puissance du véhicule
  + La capacité du réservoir
  + Le poids total en charge
  + La charge utile
  + Le nombre de places
* **Caracréristiques de la tarification de la garantie RC : Système Bonus Malus**

**BONUSMALUS**

**Circulaire N° 2 du Ministre des Finances du 10 Mars 2007**

## 

Conformément à la Circulaire N° 2 du Ministre des Finances du 10 Mars 2007, les nouvelles dispositions du système Bonus Malus sont fixés à compter du **1er avril 2007** comme suit :

**Champs d'application du système Bonus Malus:**

Le système Bonus Malus s'applique sur les primes RC obligatoire nettes de taxes de tous les usages des véhicules terrestres à moteur tels que définis par l’article 110 du code des assurances, à l'exception des deux roues.

**Échelle du système Bonus Malus:**

L'échelle suivante fixe à partir de la classe à laquelle appartient l'assuré le niveau de prime qui doit être appliqué par rapport au taux de prime de base (100% de la prime nette).

**Echelle du système Bonus Malus de l'usage privé ou affaires code d’usage 210:**

|  |  |
| --- | --- |
| **Classe** | **Niveau de prime** |
| 11 | 350% |
| 10 | 300% |
| 9 | 250% |
| 8 | 200% |
| 7 | 160% |
| 6 | 140% |
| 5 | 120% |
| **4** | **100%** |
| 3 | 90% |
| 2 | 80% |
| 1 | 70% |

**Echelle du système Bonus Malus des autres usages:**

|  |  |
| --- | --- |
| **Classe** | **Niveau de prime** |
| 7 | 200% |
| 6 | 170% |
| 5 | 150% |
| 4 | 120% |
| **3** | **100%** |
| 2 | 90% |
| 1 | 80% |

**Classement des assurés :**

1. Sont classés au niveau de la classe 8 pour l'usage privé ou affaires correspondant au taux de 200% et au niveau de la classe 5 pour les autres usages correspondant au taux de 150% de la prime RC :

* Les conducteurs dont les permis de conduire datent de moins de 2 ans,
* Les conducteurs dont les permis de conduire datent de plus de deux ans mais ne pouvant justifier la souscription d'un contrat antérieur ou ne pouvant justifier l’exercice effectif de la conduite

Ces conducteurs seront reclassés au niveau de la classe de référence correspondant au taux de 100% de la prime RC à l'expiration de deux ans et si aucun sinistre n'est survenu.

1. Pour les conducteurs pouvant justifier la souscription d'un contrat antérieur le cœfficient de réduction ou de majoration appliqué sur la prime sera calculé sur la base du relevé délivré obligatoirement par la dernière compagnie d'assurances qui garantissait la Responsabilité Civile de l’assuré.
2. Les personnes bénéficiant d'une voiture de fonction, seront classés au niveau de la classe 4 pour l'usage privé ou affaires et au niveau de la classe 3 pour les autres usages.

**Période prise en compte pour l'application du système Bonus Malus :**

Sera prise en compte pour l'application du système Bonus–Malus, une période de 12 mois consécutifs précédant de deux mois l'échéance annuelle du contrat.

En cas de suspension du contrat pour quelque motif que ce soit, le Bonus ou Malus acquis durant la période d'effet du contrat reste acquise en cas de reprise. Toutefois, aucun nouveau bonus ne sera accordé à la prime d'assurance lorsque la durée de suspension excède trois mois.

**Principe de passage entre les classes du système Bonus Malus :**

Le passage entre les diverses classes constituant le système Bonus Malus s'effectue comme suit :

* Descente d’une classe lorsque l'assuré ne commet pas de sinistre pendant deux **années consécutives.**
* Montée d’une classe lorsque l'assuré commet un sinistre occasionnant **des dégâts purement matériels**.
* Montée de 2 classes lorsque l'assuré commet un sinistre occasionnant **des dégâts corporels** accompagnés ou non de dégâts matériels.et de 3 classes pour chaque sinistre supplémentaire que l'assuré commet au cours de la même année, occasionnant **des dégâts corporels** accompagnés ou non de dégâts matériels.

**Sinistres pris en compte dans le passage d'une classe à une autre :**

Le système Bonus Malus s'applique à tous les sinistres impliquant la responsabilité totale ou partielle de l'assuré et donnant lieu au remboursement d'un dédommagement de la part de la compagnie d'assurances.

**Régularisation de la situation de l'assuré**

Lorsqu'il s'avère qu'il y a eu une mauvaise appréciation de la responsabilité de l'assuré ou un faux classement, la situation de l'assuré sera régularisée à la prochaine échéance annuelle du contrat.

La situation de l'assuré ne peut en aucun cas être régularisée si on s'aperçoit qu'il y a une erreur commise au niveau du classement de l'échelle après deux ans de l'échéance annuelle du contrat qui suit la survenance du sinistre.

**Changement de véhicule par l'assuré ou acquisition d'un véhicule additionnel:**

L'assuré conserve le même classement au niveau de l'échelle du système Bonus-Malus en cas de changement de véhicule.

Et en cas d'acquisition d'un ou de plusieurs véhicules additionnels, il sera classé auprès de la même compagnie d'assurances au niveau de la classe 4 pour l'usage privé ou affaires ou au niveau de la classe 3 pour les autres usages correspondant au taux de 100 % de la tarification pour les véhicules additionnels.

**Changement de l'usage du véhicule :**

**\* Changement de l'usage privé ou affaires à un autre usage :**

- Les assurés des classes 1 à 7 conservent leur classement.

- Les assurés des autres classes (de 8 à 11) seront reclassé au niveau de la classe 7.

**\* Changement des autres usages à l'usage privé ou affaires :**

- Les assurés conservent leur classement.

**Changement de la compagnie d'assurances et relevé Bonus- Malus :**

Dans le cas de changement de la Compagnie d'assurances, le cœfficient de réduction ou de majoration appliqué sur la prime sera calculé sur la base du relevé délivré obligatoirement par la dernière compagnie d'assurances qui garantissait la Responsabilité Civile de l'assuré dans un délai maximum de deux ans à partir de la date de suspension ou de résiliation du contrat.

Le relevé comprend :

* Numéro du contrat et la date de sa souscription,
* Numéro minéralogique du véhicule et son usage,
* Nom et prénom de l'assuré, numéro et date du permis de conduire,
* Numéro, nature et date des sinistres (corporels et matériels) pour lesquels la responsabilité de l'assuré est engagée durant la durée de deux ans précédant la remise de ce relevé,
* Classement de l'assure selon la classe ancienne avant l'expiration du contrat et le coefficient de majoration ou de réduction applicable et son classement à la nouvelle classe à l'expiration du contrat et le coefficient de majoration ou de réduction applicable.
* Date de rédaction des différents renseignements ci-dessus.

**Calcul de la prime**

1. **Liste des garanties**

1) La garantie « Responsabilité civile »

2) La garantie « Défense et recours » ou « C.A.S » .

3) La garantie « Vol »

4) La garantie « Incendie »

5) La garantie « Dommages aux véhicules » ou « Tierce ».

6) La garantie « Dommage collision ».

7) La garantie « Bris de glace ».

8) La garantie «Vol radio cassette».

9) La garantie « Assistance ».

10) La garantie « Personnes transportées en automobile ».

11) La garantie « Individuelle accident ».

12) La garantie « événements climatiques  ».

13) La garantie « Grèves ; Emeutes ; Mouvements Populaires (GEMP)  ».

1. **Calcul de la prime** 
   * Nous avons un échantillon de 13 garanties
   * A chaque garantie Gi correspond une prime nette Pi.
   * La somme de ces primes Pi est la Prime Nette Totale : P.N.T

|  |
| --- |
| **PNT = ∑ Pi** |

**La prime TTC = PN T +**

**Le coût du contrat +**

**Les taxes +**

**Le fond de garantie +**

**F.G.A +**

**F.S.S.R +**

**F.P.A.C**

**Gestion des Frais**

* Les frais ou coûts des contrats
* Les taxes
* Les frais afférents au fond de garantie FG
* Le F.G.A (Fond de Garantie des Assurés
* Le FPAC (Fond de Prévention des Accidents de la Circulation
* Le FSSR Fonds Spécial de Sécurité Routière

|  |  |
| --- | --- |
| Frais ou coût de contrat | voir les usages |
| Taxes | 10% x (PNT + Coût du contrat) |
| F.G | 2 % x (Prime de la garantie RC + Coût du contrat) |
| F.G.A | 1 ,000 DT |
| F.S.S.R | 0 ,300 DT |
| F.P.A.C | 0 ,500 DT |

**Exemple pratique**

Je vais calculer la prime TTC dans e cas suivant :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **assuré** | **classe** | 2 |
|  |  |  |
| **véhicule** | **puissance** | 5cv |
|  | **valeur** | 20 000 DT |
|  |  |  |
| **Garanties** | **RC** | oui |
|  | **CAS** | oui |
|  | **VOL** | oui |
|  | **INCENDIE** | oui |
|  | **TIERCE** | oui avec une franchise de 2% |

**Le tarif en vigueur le 01 novembre 2017 est le suivant :**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Garantie obligatoire** | | | | | |
| **Usage** | **RC (puissance)** | | | | | |
|  | **2cv** | **3 à 4cv** | **5 à 6cv** | **7 à 10cv** | **11 à 14 cv** | **>à 15cv** |
| **Privé** | **94,000** | **110,000** | **140,000** | **170,000** | **220,000** | **264,000** |
|  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Garanties facultatives** | | | | | | |  |  |  |  |  |
| **USAGE** | **Dommages au véhicules ou tierce** | | | | | | | | **INCENDIE** | **VOL** | **CAS** | **Cout** |
|  | **Fr 0%** | **Fr1%** | **Fr2%** | **Fr4%** | **Fr8%** | **Fr12%** | **Fr16%** | **Fr20%** |  |  |  |  |
| **Privé** | **32%° +** | **26,5%° +** | **21%° +** | **17%° +** | **13%° +** | **9%° +** | **7%° +** | **4%° +** | **2,75 %° +** | **2,36 %° +** | **20.000** | **44.000** |
| **22,000** | **21,750** | **19,000** | **15,000** | **12,500** | **9,000** | **8,000** | **6,000** | **10, 000** | **15** |

**Tableau bonus malus pour l’usage privé**

|  |  |
| --- | --- |
| **Classe** | **coefi** |
| 11 | 350% |
| 10 | 300% |
| 9 | 250% |
| 8 | 200% |
| 7 | 160% |
| 6 | 140% |
| 5 | 120% |
| 4 | 100% |
| 3 | 90% |
| **2** | **80%** |
| 1 | 70% |

**Prime RC** = 140 000 x **80%** = 112 000

**Prime CAS** = 20 000

**Prime VOL** = (20 000 000 x 2,36 / 1000) + 15 000 = 62 200

**Prime INC** = (20 000 000 x 2,75 / 1000) + 15 000 = 65 000

**Prime tierce pour 2% de franchise** = (20 000 000 x **21 / 1000**) + **19 000** = 439 000

Prime nette = 112 dt 000 + 20 dt 000 +62 dt 200 + 65 dt 000 + 43 dt 900

**Prime nette = 698 dt 200**

PTTC = PN + COUT + **TAXES** + **FG** + FGA + FPAC + FSSR

= 698 200 + **44 000** + (**698 200+44 000) X 10 %** + **(112 000 + 44 000) X 2%** + 1 000 + 0.500 + 0.300

= 698 200 + **44 000** + **74 220** + **3 120** + 1 000 + 0.500 + 0.300

**PTTC = 851 dt 340**

**Conclusion**

C’est